



MISSION LOCALE SUD ISERE

Association Loi 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024



MISSION LOCALE SUD ISERE

Association Loi 1901
Siège social : 31 Rue de Normandie-Niemen
38130 ECHIROLLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Aux Membres de l'Association Mission Locale Sud Isère

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mission Locale Sud Isère relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note III.3 « Fonds dédiés » de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives aux fonds dédiés.
Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- La note III.4 « Subventions de fonctionnement et activités spécifiques » de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives aux subventions d'exploitation.
Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons examiné les modalités de l'inscription en produits des subventions d'exploitation et nous nous sommes assurés que la note « Subventions de fonctionnement et activités spécifiques » de l'annexe fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier adressé aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Seyssinet-Pariset,

Signé par Dominique Seon
Le 18/06/2025

ID: tx_azz6nwzPDAno



Le Commissaire aux comptes
SARL RMC, représentée par
M. Dominique SEON

Bilan Exercice 2024

L'ACTIF DE LA STRUCTURE	2024	2023
Total actif immobilisé net au 31.12	13 000,74	30 217,79
Total actif immobilisé valeur brute	154 968,48	154 968,48
Total Amortissement et provisions	141 967,74	124 750,69
Total actif circulant au 31.12	1 425 793,78	1 332 115,86
Total stocks MP et marchandises		
Total Créances	308 644,50	233 820,77
Créances usagers (clients) et comptes rattachés	1 501,97	35 690,38
Personnel et comptes rattachés	0,00	0,00
Subventions à recevoir	237 134,41	175 188,34
Autres Créances	70 008,12	22 942,05
Trésorerie	1 117 149,28	1 098 295,09
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	1 117 149,28	1 098 295,09
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION AU 31.12	3 119,63	914,10
Dont charges constatées d'avance	3 119,63	914,10
TOTAL DE L'ACTIF DE LA STRUCTURE	1 441 914,15	1 363 247,75

PASSIF DE LA STRUCTURE	2024	2023
Total des fonds propres au 31.12	762 478,94	739 164,72
Fonds associatifs	608 481,77	549 428,37
Report à nouveau (-,+)	130 076,98	130 076,98
Résultat sous contrôle de tiers financier		0,00
Excédent ou déficit de l'exercice (-,+)	23 564,96	59 053,40
Subvention d'investissement	355,23	605,97
Total des provisions pour risques et charges	231 380,67	207 724,56
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	77 566,14	98 255,45
Provisions pour personnel		
Autres provisions pour risques et charges	153 814,53	109 469,11
Total des fonds dédiés	95 841,21	56 238,45
Fonds dédiés sur activité principale		
Fonds dédiés sur activité spécifiques	95 841,21	56 238,45
Total des dettes	296 314,32	352 313,80
Emprunts et dettes financières		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63 205,11	51 384,50
Dettes fiscales et sociales	207 358,82	265 512,06
Autres dettes	25 750,39	35 417,24
Comptes de régularisation	55 899,01	7 806,22
Produits constatés d'avance (avances sur subvention, notamment pour activités spécifiques)	55 899,01	7 806,22
Autres		
TOTAL DU PASSIF DE LA STRUCTURE	1 441 914,15	1 363 247,75



Compte de résultat 2024

Résultat d'exploitation

	PRODUITS	Réalisé 2024	Réalisé 2023
706	PRESTATION DE SERVICE	61 925,87	47 371,22
7061	Psychologue ARS / AMIL AURA /	3 133,61	10 466,40
7064	Prestation de service APE PDC (METRO)	0,00	0,00
7065	FIn Association Ressurce Ensemble 2022- Perte	0,00	-2 448,76
7066	Orienter vers la formation et l'emploi (ML GRESVAUD24)	-48 836,00	11 513,00
7067	Prestation Psy / ALGRENOBLE / ALUDY	8 454,26	27 840,58
7067	Prestation Equippe Emploi - ML IDV	1 501,97	
7312	Collecte taxe d'apprentissage	24 011,26	3 483,27
7411	SURV. DE L'ETAT & ORGANISMES PUBLICS	757 650,00	741 100,00
74111	ETAT Contrat pluriannuel d'Objectifs + CEJ - Obligation de Formation 2023	757 250,00	800 200,00
74111	Complément CEJ N-1 entrées par niv 1-2	3 800,00	13 050,00
74111	Etat CEJ - Perte non atteinte objectifs	-5 400,00	-78 150,00
7412	SURV. DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	716 403,00	736 377,00
74121	Conseil régional Contrat d'Objectifs	195 344,00	228 709,00
74123	Grenoble Alpes Métropole (METRO)	521 059,00	507 668,00
742	SURV. LIEES AUX ACTIVITES SPECIFIQUES	129 448,22	152 373,47
742141	Prepa apprentissage	0,00	0,00
74213	Bien être: solution d'évasion (MILDECA)	9 500,00	6 000,00
742142	PPAE (Pôle Emploi)	62 948,22	64 168,20
742151	Action: Aller vers et co-accompagnement PDC (CGET)	0,00	3 000,00
742151	Action: Aller vers Publics Prioritaire Echolles (CGET)	0,00	15 000,00
742151	Action: Aller vers Publics (METRO)	2 000,00	5 000,00
742151	Action: Lutte Contre les Discriminations (METRO)	0,00	4 000,00
742151	Action: Capter et mobiliser les publics Expts (METRO)	4 000,00	4 000,00
742151	Action: Aller vers et co-accompagnement PDC (METRO)	7 000,00	9 000,00
742151	Action: Aller vers les jeunes de la Ville neuve Cité educ Ech PNRL (METRO)	7 000,00	7 000,00
742151	Action: Aller vers Publics Prioritaire Echolles (METRO)	18 000,00	18 000,00
742151	Action: Cité de l'emploi (CGET)	0,00	5 111,27
742156	Emploi / Handicap (Département)	2 000,00	5 000,00
742157	Coup de Pouce (Département)	8 000,00	7 000,00
742158	Santé (Département)	0,00	0,00
7421584	Aller vers Sport 2024-2025 (Département)	0,00	0,00
743	COMPTE DES PARTENAIRES LOCAUX	2 821,60	1 892,80
7431	Frais de gestion FAJ URGENCE	18 22	2,15
75	Produits de gestion courante	18,22	2,15
758	Produits de gestion courante	309 517,93	411 020,54
75879	Transferts de charges	83 158,42	141 784,86
7515	Reprise sur Prov.	56 238,45	117 740,22
759	report des ressources des ex antérieurs	164 918,56	149 408,46
791	Transferts de charges		

	CHARGES	Réalisé 2024	Réalisé 2023
60	ACHATS	64 083,04	48 491,44
604	Achats d'études et de prestations de service	-46 839,43	30 343,52
6061	Energie (gaz, électricité, carburant, comestible)	5 482,73	6 551,94
6063	Matières, fournitures, petit équipement	7 054,76	8 104,40
6064	Fournitures administratives	-4 706,12	3 491,58
61	SERVICES EXTERIEURS	27 972,17	34 924,70
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00
613	Locations	10 164,34	5 484,71
6132	Locations locaux	0,00	0,00
614	Charges locatives	-9 500,00	0,00
615	Entretien et maintenance	19 688,66	12 569,88
616	Primes d'assurance	7 362,91	7 282,83
617	Etudes et recherches	0,00	9 350,00
618	Documentation et séminaire	256,36	227,28
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	71 637,35	111 319,58
6214	Personnel détaché ou mise à disposition	5 374,13	44 568,16
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	15 609,28	10 674,00
623	Information, publications	2 006,80	2 811,92
625	Déplacements, missions, réceptions, indemnité téléw	22 952,29	27 407,33
626	Frais télécommunication	18 200,15	18 422,53
6267	Frais postaux	179,83	1 917,79
627	Services Bancaires	908,52	983,50
62811	Cotisations	6 406,35	4 934,35
63	IMPOTS ET TAXES	87 956,18	81 869,28
6311	Taxe sur salaire	72 414,18	66 896,28
6333	Formation	15 542,00	14 973,00
64	CHARGES DE PERSONNEL	1 518 131,24	1 621 523,53
6418	Personnel mis à disposition par les communes		
641	Rémunération du personnel	1 126 360,54	1 235 905,62
6451	Urssaf Assefic	276 325,88	265 100,36
645	Retraite Mutuelle Prévoyance Effort construction	87 242,82	108 261,98
6475	Médecine du Travail	5 399,20	5 222,40
6481	Autres charges de personnel	20 842,80	17 033,27
65	CHARGES DE GESTION COURANTE	1 543,30	2 586,44
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques	1 468,20	2 586,00
658	Charges diverses gestion courante	75,10	0,44
68	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROV.	219 872,79	143 290,64

7914	Remboursement des contrats alternances	5 202,50	2 087,00
	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	2 001 796,10	2 093 626,45
	Résultat d'Exploitation	10 600,03	49 620,84
Résultat financier			
76	PRODUITS FINANCIERS	Réalisé 2024	Réalisé 2023

6811	Dotations aux amortissements	17 217,05	18 113,10
6815	Dotations aux provisions	106 814,53	68 939,09
689	Fonds décaies	95 841,21	56 238,45
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 991 196,07	2 044 005,61
66	CHARGES FINANCIERES	Réalisé 2024	Réalisé 2023
	Charges financières	0,00	0,00

768	Autres produits financiers	12 714,19	7 129,12
TOTAL PRODUITS FINANCIERS		12 714,19	7 129,12
	Résultat Financier	12 714,19	7 129,12

Résultat exceptionnel

77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	Réalisé 2024	Réalisé 2023
772	Produit sur exercice antérieur	0,00	4 052,70
7713	Libéralités perçues (Don fondation SAWSE)	0,00	0,00
777	Reprise subvention investissement	250,74	250,74
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS		250,74	4 303,44

Résultat Exceptionnel	-641,21	2 303,44
-----------------------	---------	----------

Résultat structure

	2024	2023
Total produits d'Exploitation	2 001 796,10	2 093 626,45
Total produits financiers	12 714,19	7 129,12
Total produits Exceptionnels	250,74	4 303,44
TOTAL PRODUITS	2 014 761,03	2 105 059,01

	2024	2023
Total charges d'Exploitation	1 991 196,07	2 044 005,61
Total charges financiers	0,00	0,00
Total charges Exceptionnelles	0,00	2 000,00
TOTAL CHARGES	1 991 196,07	2 046 005,61

	2024	2023
Résultat d'Exploitation	10 600,03	49 620,84
Résultat Financier	12 714,19	7 129,12
Résultat Exceptionnel	250,74	2 303,44
TOTAL	23 564,96	59 053,40

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

	2024	2023
Dons en nature		
Prestations en nature		111 000,00
Locaux siège Echiroilles	50 040,00	
Locaux siège Pont de Claix	23 400,00	
Locaux siège Eybens	10 406,00	
Bureau Gières		
Bureau Vif		

TOTAL CHARGES FINANCIERES

		0,00	0,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
6712	Pénalités et amendes	0,00	0,00
6712	Dons	0,00	2 000,00
672	Ch. exceptionnelles exercice antérieur	0,00	0,00
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES		0,00	2 000,00

	2024	2023
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		111 000,00
Locaux siège Echiroilles	50 040,00	
Locaux siège Pont de Claix	23 400,00	
Locaux siège Eybens	10 406,00	
Bureau Gières		
Bureau Vif		
Bureau Vorecs		

Bureau Varces			
Permanence			
Permanence			
Permanence			
Permanence			
Bénévolat			
Total contributions volontaires en nature	83 846,00		111 000,00

Permanence			
Permanence			
Permanence			
Permanence			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total charges des contributions volontaires en nature	83 846,00		111 000,00

METHODOLOGIE ET COMMENTAIRES SUR LES COMPTES

Le plan comptable stipule que les Associations recevant des fonds publics doivent présenter leurs comptes annuels et une annexe.

Le Mission Locale Sud Isère, Association loi 1901,

Présente ses comptes annuels dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

TOTAL DU BILAN	1 442 321.76 euros
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	2 001 796.10 euros
RESULTAT NET (excédentaire)	23 564,96 euros

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 12.06.2025.

Cette annexe composée de commentaires et tableaux comprend trois parties :

- I - Règles et méthodes comptables.
- II - Compléments d'information au Bilan et au Compte de Résultat.
- III – Autres informations.

ANNEXE AUX ETATS COMPTABLES
SOMMAIRE DES DIFFERENTS POINTS DE L'ANNEXE

I- REGLES ET METHODES COMPTABLES

II- COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- 1) Mouvement des postes de l'actif immobilisé
- 2) Tableau des amortissements
- 3) Tableau des provisions
- 4) Etat des échéances, des créances et des dettes
- 5) Engagements financiers
- 6) Ventilation de l'effectif (en ETP) au 31 décembre
- 7) Engagements sociaux
 - a) *Indemnités de fin de carrière*

III- AUTRES INFORMATIONS

- 1) Fonds Associatifs
- 2) Affectation du résultat
- 3) Fonds dédiés
- 4) Subventions de fonctionnement et activités spécifiques
- 5) Comptes de régularisation
- 6) Informations

I- REGLES ET METHODES COMPTABLES

(C. Com art. 11, D. 83-24-1 et 2)

- ❖ Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière (règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ainsi que le règlement ANC n°2018-06) et dans le respect du principe de prudence. Les conventions suivantes ont été respectées :
 - Continuité de l'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices.
- ❖ Description de l'activité et des moyens de l'entité

L'association poursuit une mission d'intérêt général, à ce titre elle a notamment pour objet d'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.

A ce titre, elle se propose d'aider les jeunes à bâtir un projet social et professionnel en accord avec leurs souhaits et leurs capacités. Elle s'engage à les accompagner et à les suivre dans leur insertion socio-professionnelle, notamment en élaborant des réponses adaptées à leur situation en matière d'accès à l'emploi, de formation, de santé, de logement, de culture, de sports et de loisirs.

L'association favorise la reconnaissance des droits et devoirs des jeunes et l'exercice effectif de leur citoyenneté.

L'association favorise la concertation entre ses différents partenaires (Etats, collectivités territoriales, partenaires économiques et sociaux, organismes de formation et milieu associatif) en vue de renforcer ou compléter les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et sociale et contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre dans sa zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Dans ce contexte, la Mission Locale devra notamment susciter et développer au plan local un partenariat entre les structures et organismes existants, tout en veillant à une cohérence d'ensemble sur les domaines du logement, de l'insertion professionnelle, de la santé, des loisirs, de la citoyenneté, de l'intégration dans la cité, des pratiques culturelles et sportives.

Les différentes actions devront être adaptées aux politiques et aux problématiques locales et s'appuyer sur les objectifs de l'Etat, de la Région et des collectivités territoriales.

Elle peut réaliser toutes activités mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de son objet.
- ❖ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.
- ❖ Immobilisations

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé (voir II.1) correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, soit sur le mode linéaire, soit sur le mode dégressif (voir II.2).
- ❖ Créance et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale (voir II.4).
- ❖ Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.
- ❖ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent, suivant les évolutions imposées par les dispositions du règlement ANC n°2018-06.

I- COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

II. 1 Mouvement des postes de l'actif immobilisé (D83-24-4)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS		Montant début d'exercice	Augmentations sur rééva- luation		acquisit. création..
incor- pore.	Frais d'établiss. de recherche et de développ. I	0			
	Autres immobilisations incorporelles II	7 612			
	Terrains	0			
cor- po- rel- les	cons- truc- tions	0			
	sur sol propre	0			
	sur sol d' autrui	0			
	Inst.gén, agenc.&amén. des constructions	0			
	Inst.techniques, mat et out. industriel	0			
	autres immo.	26 982			
	Autres inst gén, agenc, aménag. divers	0			
	Matériel de transport	0			
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	120 359			
	Emballages récup. et divers	0			
	TOTAL III	147 341	0		0
fi- nan- cières	Participations et créances rattachées	0			
	autres titres immobilisés	0			
	Prêts et autres immobilisations financières	0			
	TOTAL IV	0	0		0
	TOTAL I + II + III + IV	154 953,47	0		0

IMMOBILISATIONS (suite)		Diminutions virement poste à p.		Montant fin d'exercice
incor- pore.	Frais d'établiss. de recherche et de développ. I			0
	Autres immobilisations incorporelles II			7 612
	Terrains			0
cor- po- rel- les	cons- truc- tions			0
	sur sol propre			0
	sur sol d' autrui			0
	Inst.gén, agenc.&amén. des constructions			0
	Inst.techniques, mat et out. industriel			0
	autres immo.			26 982
	Autres inst gén, agenc, aménag. divers			0
	Matériel de transport			0
	Matériel de bureau et informatique, mobilier			120 359
	Emballages récup. et divers			0
	TOTAL III	0	0	147 341
fi- nan- cières	Participations et créances rattachées			0
	autres titres immobilisés			0
	Prêts et autres immobilisations financières			0
	TOTAL IV	0	0	0
	TOTAL I + II + III + IV	0	0	154 953

II. 2 Tableau des amortissements (D83-24-2)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE		Montant début d'ex	Augmen- tations	Dimi- nutions	Amorts fin d'ex
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES					
Frais d'établiss. de recherche et de développ. I		0			0
Autres immobilisations incorporelles II		7 612,19			7 612,19
Terrains		0,00			0,00
cons- truc- tions	sur sol propre	0,00			0,00
	sur sol d' autrui	0,00			0,00
	Inst.gén, agenc.&amén. des constructions	0,00			0,00
Inst.techniques, mat et out. industriel		0,00			0,00
autres immo.	Autres inst gén, agenc, aménag. divers	15 821,39	4 371,99		20 193,38
	Matériel de transport	0,00			0,00
corpo- relles	Matériel de bureau et informatique, mobilier	101 317,10	12 845,06		114 162,16
	Emballages récup. et divers	0			
TOTAL III		117 138,49	17 217	0	134 356
TOTAL I + II + III		124 750,68	17 217	0	141 968

La Mission Locale Sud Isère n'utilise que le mode d'amortissement linéaire.

Nature de l'amortissement	durée en année
Logiciel	1
Informatique	4
Mobilier de bureau	10
Agencement	entre 4 et 15

II. 3 Tableau des provisions

	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Prov. Retraite	98 255,45		20 689,31	77 566,14
Prov. PAVA	19 851,42		19 851,42	0
Prov. METRO Aller-Vers Villeneuve Cité éducative	7 000			7 000
Prov Social	40 000	106 814,53		153 814,53
Prov IOD	42 618,69		42 618,69	0
TOTAL	207 725,56	103 462,33	83 159,42	228 028,47

Provisions sociales ont été constitués pour répondre à d'éventuels risque RH.

II. 4 Etats des échéances, des créances et des dettes (D83-24-7&8)

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	
DE L'ACTIF IMMOBILISE				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières				
DE L'ACTIF CIRCULANT				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	1 501,97	1 501,97		
Créance représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	0,00	0,00		
Sécurité sociale et autres org. sociaux	0,00	0,00		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et versés assimilés				
Subventions à recevoir	237 134,41	237 134,41		
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	70 008,12	70 008,12		
Charges constatées d'avance	3 119,63	3 119,63		
TOTAUX	311 764,13	311 764,13	0,00	
RENVOIS		contrôle	0	
(1) Montant des prêts acc. en cours d'ex.				
Montant des remb.obtenus en cours d'ex.				
(2) Prêts et av. consentis aux associés (pers.phys.)				
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	A plus de 5 ans
ETAT DES DETTES				
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts&dettes auprès des ets de crédit				
à 2 ans maximum				
à + de 2 ans à l'origine				
Emprunts&dettes financières divers (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	63 205,11	63 205,11		
Personnel et comptes rattachés	57 195,88	57 195,88		
Sécurité sociale et autres org. sociaux	135 308,60	135 308,60		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes&vers. assimilés	14 854,34	14 854,34		
Dettes/immob et cptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	25 750,39	25 750,39		
Dettes représentatives de titres prêtés				
Produits constatés d'avance	55 899,01	55 899,01		
TOTAUX	352 213,33	352 213,33	0	0
			contrôle	0
RENVOIS				
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'ex.				
(2) Div.emp&dett contract.auprès des ass (pers.phys)				

7/12

II. 6 Ventilation de l'effectif en ETP

Personnel administratif	13,80
Personnel d'exploitation	12.70
Effectif au 31/12/2025 salarié et Mise à disposition	----- 26.50 etp

II. 7 Engagement sociaux

a) Indemnités de fin de carrière

La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédit projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme US GAAP). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de **dette actuarielle**.

Les hypothèses de calcul sont :

- Le taux d'actualisation s'élève 3.2%
- L'âge de départ prévu est de 64 ans
- Le taux de charges est de 35% ok
- Le turn-over est calculé sur la base : Turn over moyen ok
- Evolution des salaires : 1% ok

L'engagement global est de 77 566.14 euros. Le montant total de la provision au 31/12/2025 s'élève à 77 566.14 euros.

III. AUTRES INFORMATIONS

III. 1 Affectation du résultat

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	549 428,37		59 053,40		608 481,77
Report à nouveau	130 076,98				130 076,98
Excédent ou déficit de l'exercice	59 053,40	59 053,40			
Situation Nette					
Fonds propres consommables					

8/12

Subventions d'investissement	16 292,35			15 937,12	355,23
Provisions réglementées					
TOTAL	680 362,06	59 053,40	59 053,40	15 937,12	739 164,72

III. 2 Fonds dédiés

La situation de l'exercice est la suivante :

Position au 01/01/2024	56 238.45 €
Fonds reçus en 2024	95 841.21 €
Fonds utilisés en 2024	56 238.45 €

Fonds dédiés disponible au 31/12/2025	95 841.21 €

Dans le compte de résultat, le compte 689 comptabilisé les fonds dédiés reçus sur l'exercice (en 74, subventions) et à réaliser à la fin de l'exercice (pour 95 841.21€) et le compte 789 enregistre les actions réalisées en 2024 sur les financements reçus les années précédentes (pour 56238.45 €, soit un net de 95 841.21 €).

Détail des Fonds Dédiés au 31/12/2024

	Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice (Compte 194)	Reports (Comptes 7894 / 7895 / 7896)	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
				Montant global (Comptes 6894 / 6895 / 6896)	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	Subventions d'exploitation							
	CEJ 2023	56 238,45	56 238,45				-	
	CEJ 2024			95 841,21			95 841,21	
							-	
							-	
Reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif	Contributions financières d'autres organismes						-	
							-	
							-	
							-	
Dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.	Ressources liées à la générosité du public						-	
							-	
							-	
							-	
Total		56 238,45	56 238,45	95 841,21	0,00	0,00	95 841,21	

III. 4 Prestations de service, subventions de fonctionnement et activités spécifiques

Prestations de Service		
Orienter vers la formation et l'emploi	Mission Locale Grésivaudan	48 836
Psychologue	ARS / AMILAURA	3 133,61
Prestation Psy MLIDV/MLGRENOBLE	MLGRENOBLE / MLIDV	8 454,29
Prestation Equipe Emploi - ML IDV	MLIDV	1 501,97
TOTAL		61 925,87

Subventions de Fonctionnement		
Dénomination	Nom du financeur	Montant
Contrat Pluriannuel d'Objectifs + CEJ + Obligation de formation	Etat	757 650
Contrat Pluriannuel d'Objectifs	Conseil Régional	195 344
Fonctionnement	Grenoble Alpes Métropole	521 059
TOTAL		1 474 053

Subventions Activités Spécifiques		
Dénomination	Nom du financeur	Montant
PPAE	Pôle Emploi	62 948,22
Aller vers les Jeunes de la Villeneuve d'Echirolles	Grenoble Alpes Métropole Contrat de ville	7 000,00
Aller vers Publics Prioritaire Echirolles	Grenoble Alpes Métropole Contrat de ville	18 000,00
Aller vers et co-accompagnement PDC	Grenoble Alpes Métropole Contrat de ville	7 000,00
Capter et mobiliser les publics Eybens (METRO)	Grenoble Alpes Métropole Contrat de ville	4 000
Lutte contre les discriminations	Grenoble Alpes Métropole Fonds de Cohésion Sociale	4 000,00
Santé	Grenoble Alpes Métropole Fonds de Cohésion Sociale	2 000,00
Santé	Département	8 000,00
Coup de Pouce	Département	7 000,00
Aller/Vers Sport 2024-2025	Département	5 000,00
Bien être: solution d'évasion	MILDECA	9 500,00
Projet Handicap - Parcours vers l'Avenir 2024-2025	REGION	49 942,20
TOTAL		184 390,42
Produits constatés d'avance		

10/12

III. 5 Comptes de régularisation

a) Charges constatées d'avance : 3 119.63 euros

b) Charges à payer : 114 793.48 euros

<u>Charges à payer</u>	<u>Montant</u>
Dettes fourn. Facture non parvenues (cpt 4081)	26 612.05 euros
Dettes prov. Pour CP et précarité (et autres (cpt 4282, 4283 & 4284)	57 042.14 euros
Dettes prov. Charges sur CP - précarité (cpt 4386 & 4387)	29 380.23 euros
Dettes Etat impôts et taxes à payer (compte 4486)	4 278.16 euros

TOTAL	117 312.58 euros

III. 6 Information

L'année 2024 s'est inscrite dans le prolongement de la réorganisation initiée en 2023. Le nouveau modèle d'organisation conçu avec l'aide de la mission « d'Appui conseil » (financée par la DGEFP) a pu prendre corps en 2024. La Mission Locale Sud Isère est passée d'un modèle historique de fonctionnement à un modèle adapté aux nouveaux dispositifs et aux nouvelles modalités d'accompagnement (CEJ, ateliers collectifs, etc...).

Ce changement de mode de fonctionnement a eu des impacts importants au niveau RH.

Cet impact RH a touché toutes les fonctions (Conseiller en Insertion Sociale et Professionnelle, Chargé de projet, Chargé d'accueil, Encadrement).

Ces changements multiples ont permis de construire une équipe renouvelée, adhérant au projet de la nouvelle organisation, et motivée à construire une culture commune partagée. Il a fallu accompagner les nouveaux salariés, pallier aux absences, tout en maintenant l'offre de services et l'activité avec les jeunes accompagnés.

En 2024, nous avons pu décliner un certain nombre d'engagements élaborés dans le cadre de la nouvelle organisation.

L'année 2024, a été marquée également par les difficultés de gouvernance au sein de la Mission Locale Sud Isère. Nous avons été confrontés à une absence de candidat à la Présidence de l'association. Le territoire à qui revenait la Présidence n'a pas présenté de candidats.

Nous avons dû mener un travail de révision statutaire dans l'urgence en modifiant, à minima, les statuts de l'association afin de trouver une solution juridique permettant de

11/12

répondre à l'absence de candidature, et satisfaisante pour l'ensemble des parties prenantes. Cette situation inédite dans la vie de l'association a généré des perturbations multiples notamment avec des modifications d'instances (Conseil d'Administration, Assemblée Générale, etc...).

2024 a été marquée par l'absence du Directeur, en arrêt maladie, pour une durée de 5 mois. Cette absence soudaine non prévisible est intervenue à un moment clé de l'année : l'Assemblée Générale, les modifications statutaires et le séminaire Labellisation. Cette absence a nécessité de mettre en place une organisation pour assurer la pérennité du fonctionnement de la Mission Locale Sud Isère.

Les dossiers ont dû être traités par l'équipe de Direction en s'appuyant fortement sur la fonction de l'assistante de Direction. La continuité de fonctionnement a pu être assurée grâce à une organisation historique basée sur un partage large des dossiers au niveau de l'équipe de Direction.

Malgré les difficultés rencontrées au cours de l'année 2024, l'activité de la Mission Locale Sud Isère a été maintenue, l'accompagnement des jeunes a été assuré. Nous avons pu pérenniser des postes. Nous avons également travaillé sur le renouvellement de notre offre de services.

